

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/CAS.7/8
30 juin 1971

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième session de la Conférence
des statisticiens africains

Dakar, 13-22 octobre 1971

QUESTIONS DECOULANT DE LA DIXIEME SESSION
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

M71-1663

QUESTIONS DECOULANT DE LA DIXIEME SESSION
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

1. La dixième session de la Commission économique pour l'Afrique, qui était également la première session de la Conférence des ministres, s'est tenue à Tunis du 8 au 13 février 1971. Elle avait été précédée, du 1er au 6 février, par la deuxième réunion du Comité technique d'experts.
2. Le détail des éléments présentés à ces sessions, ainsi que tout renseignement concernant les débats, les résolutions, le programme de travail, etc., sont contenus dans le Rapport annuel de la CEA au Conseil économique et social pour la période du 15 février 1970 au 13 février 1971 (E/CN.14/519). La présente note reproduit, pour permettre de s'y reporter plus facilement, les principaux points relatifs aux activités statistiques.

TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS LE 15 FEVRIER 1970

3. Les paragraphes ci-après sont extraits de la partie du Rapport concernant les activités de la Commission :

Statistiques

4. Au cours de la période considérée, le programme statistique a continué à faire l'objet de travaux axés sur ses deux objectifs fondamentaux qui sont : a) assistance pour le développement et la coordination des services statistiques nationaux et b) création d'un service statistique centralisé pour la région africaine. La Conférence des statisticiens africains, qui est chargée de l'élaboration du programme, s'est réunie en octobre 1969 et sa prochaine session bisannuelle sera convoquée en octobre 1971.

5. L'assistance pour le développement des services statistiques nationaux et ceux des groupements multinationaux - met en jeu trois programmes associés : formation de statisticiens africains, fourniture de services statistiques consultatifs et application de méthodes normalisées adaptées aux conditions propres à la région.

Formation de statisticiens africains

6. Les efforts tendant au développement de la formation de cadres statisticiens dans la région ont continué à porter essentiellement sur les deux instituts de statistique et d'économie appliquée de Rabat (Maroc) et de Kampala (Ouganda), qui bénéficient d'une assistance du PNUD (Fonds spécial). Pour l'année scolaire 1968/1969, le nombre des étudiants inscrits dans ces deux instituts était de 198. Les centres nationaux, notamment l'Ecole de statistique d'Abidjan (Côte d'Ivoire) qui offre des services à l'échelon international, ont en outre apporté une contribution importante à la formation de cadres statisticiens.

7. La formation à l'échelon intermédiaire s'est poursuivie, et il convient de noter que deux des centres patronnés à l'origine par l'ONU ont continué à répondre à une forte demande. Il s'agit de l'Institut de formation statistique de Yaoundé (Cameroun), qui bénéficie maintenant d'une assistance du PNUD (Fonds spécial), et du Centre de formation statistique de Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) pour l'Afrique de l'est, qui a été transféré au programme d'assistance technique de la Communauté d'Afrique orientale.

Services consultatifs et autres missions

8. Le secrétariat a continué à fournir des services consultatifs à divers pays de la région dans le domaine de la statistique. Entre 1970 et 1971, quatre conseillers ont effectué 47 missions dans les domaines de la comptabilité nationale, des statistiques démographiques et des enquêtes par sondage.

9. Aux activités des conseillers en statistique se sont ajoutées des missions accomplies dans divers pays par des membres du personnel et portant sur les statistiques économiques générales, les statistiques industrielles, les études comparatives de prix et la comptabilité nationale. La demande actuelle démontre qu'il importe de renforcer d'urgence les services consultatifs en matière de comptabilité nationale et de disposer d'un spécialiste du traitement des données.

Application de méthodes normalisées

10. En ce qui concerne l'application de méthodes normalisées dans la région, la comptabilité nationale reste l'une des considérations dominantes, en raison surtout de la révision des recommandations internationales dans ce domaine. Un séminaire sur le Système de comptabilité nationale révisé des Nations Unies, organisé en coopération avec l'Institut de statistique et d'économie appliquée, a eu lieu à Kampala (Ouganda) du 13 septembre au 4 octobre. Il a été suivi par 19 participants provenant de 15 pays et s'est révélé utile pour initier des statisticiens aux complexités du système. Le stage était réservé à des participants anglophones et un projet analogue est prévu pour les francophones à l'Institut de Rabat au cours du deuxième trimestre de 1971.

11. Un séminaire sur les données nécessaires pour l'élaboration des projections s'est tenu à Addis-Abéba du 9 au 13 novembre. Il avait pour objet de préciser les besoins et les utilisations de données pour la planification nationale et l'analyse de la situation économique régionale, en particulier pour ce qui concerne l'application à ces fins des comptes nationaux. La réunion était organisée comme un projet intéressant à la fois la statistique et la recherche économique et des statisticiens aussi bien que des planificateurs nationaux y ont assisté. Elle a été suivie par une réunion d'un groupe de travail sur les statistiques du secteur public qui s'est tenue à Addis-Abéba du 16 au 20 novembre. Ce groupe de travail visait essentiellement à encourager la normalisation des comptes publics dans le cadre de la comptabilité nationale.

12. En marge des activités habituelles relatives à l'élaboration de comptes nationaux et autres statistiques, des progrès ont été réalisés dans l'établissement de séries annuelles complètes concernant un certain nombre de variables de base pour chaque pays de la région. Ce travail, qui nécessite l'application de méthodes d'estimation, a été entrepris du fait que des données raisonnablement complètes se sont révélées nécessaires pour divers projets de la CEA, en particulier les études annuelles sur les conditions économiques. De nouvelles séries sont en préparation et les chiffres sont exprimés en prix constants, de façon à constituer un système de données plus complet aux fins d'analyse.

13. Au début de 1970, les activités du secrétariat en matière de statistiques démographiques et sociales ont été en partie interrompues par suite du transfert de personnel au nouveau Centre des programmes de population. Des affectations provisoires ont permis de reprendre les travaux en octobre et continue à s'efforcer de recruter à titre permanent des statisticiens démographes.

Publications et études

14. L'élaboration d'un manuel sur les enquêtes démographiques par sondage a progressé et on prévoit que l'avant-projet sera terminé au cours du premier trimestre de 1971; il sera examiné par la Conférence des statisticiens africains à sa septième session prévue pour le mois d'octobre 1971. On continue également à travailler à un manuel pour les enquêtes sur l'économie des ménages qui doit être achevé ultérieurement en 1971. Ces manuels traiteront des principaux aspects de l'expérience acquise en Afrique au cours des dernières années dans le domaine des enquêtes.

Les publications suivantes ont continué à paraître régulièrement :

Publications trimestrielles

Informations statistiques
Bulletin de statistique pour l'Afrique
Commerce extérieur, série A : Echanges par pays

Publications semestrielle

Commerce extérieur, série B : Echanges par produits et par pays.

15. Le premier numéro de l'Annuaire statistique pour l'Afrique a été publié à la fin de 1970. Il remplace les "Statistiques annuelles de production industrielle" et une publication sur la comptabilité nationale proposée depuis quelque temps. Il contient également des données sur l'agriculture, le commerce, etc.. L'Annuaire est considéré comme un projet particulièrement important car, à l'échelon régional, les chiffres annuels présentent un intérêt essentiel. On continuera à s'efforcer d'améliorer cette publication et il est probable que sa teneur et sa présentation subiront des modifications au cours des prochaines années.

16. Le programme de travail prévoit des études statistiques, dont chacune est destinée à apporter des informations complémentaires dans un domaine particulier grâce à l'utilisation de données provenant de toutes les sources disponibles. Au cours de l'année, on a travaillé à une étude de la parité du pouvoir d'achat des monnaies africaines, qui est associée à un projet analogue réalisé à l'échelon mondial. Deux autres études étaient prévues pour la période considérée, l'une sur la structure des dépenses de consommation privées et l'autre sur la structure et l'importance des activités non monétaires. Pour ces deux études, des données de base ont été recueillies. Un rapport préliminaire sur la structure du secteur public dans les pays africains a été présenté au Groupe de travail du secteur public en novembre.

17. L'installation d'un ordinateur plus important, mentionnée dans le dernier rapport annuel, n'a pas encore été approuvée et la capacité du secrétariat reste en conséquence limitée pour le traitement et l'analyse des données. On s'efforce de pallier cette faiblesse en mettant en pratique des méthodes plus systématiques d'alimentation, mais la quantité de données susceptibles d'être traitée sera quelque peu restreinte et le transfert de ces données entre l'ordinateur de la CEA et d'autres installations demeurera difficile tant que le secrétariat ne disposera pas de bandes magnétiques.

RAPPORT DU COMITE EXECUTIF

18. La décision de la Commission concernant les dispositions qui seront à l'avenir applicables à la Conférence des statisticiens africains est exposée ci-dessous :

19. Après examen du projet de résolution concernant l'appareil institutionnel de la Commission, la Conférence a décidé :

- a) Que les groupes de travail créés aux termes de la résolution 128(VII) seraient abolis, mais que la Conférence des planificateurs africains, la Conférence des statisticiens africains et la Conférence des démographes africains seraient maintenues;
- b) Qu'il serait créé au sein du Comité technique d'experts des sous-comités dans lesquels les Etats membres seraient représentés dans les différents domaines afin de permettre au Comité de traiter avec efficacité les questions relevant de sa compétence;
- c) Qu'en ce qui concerne les rapports du Comité technique d'experts destinés à la Conférence des ministres, le Comité exécutif se réunirait en temps utile pour donner son avis à leur sujet à ladite Conférence;
- d) Que le nombre des membres du Comité exécutif serait porté à 16;

- e) Que le droit du Comité exécutif d'élire son propre bureau serait reconnu, la résolution 188(IX) n'apportant de restriction à ce droit qu'en ce qui concernait la présidence du Comité qui était dévolue au président de la Conférence des ministres;
- f) Que les Etats membres se feraient représenter, dans toute la mesure du possible, par des ministres aux réunions du Comité exécutif.

RESOLUTIONS ET AUTRES DISPOSITIONS ADOPTÉES
PAR LA CONFÉRENCE DES MINISTRES

20. La résolution relative aux statistiques qui est reproduite ci-dessous est étudiée de manière plus détaillée dans le document intitulé "Préparation et diffusion des statistiques en Afrique" (E/CN.14/CAS.7/7) :

231(X). Statistiques

La Conférence des ministres,

Prenant acte avec satisfaction des travaux effectués par l'Organisation des Nations Unies pour la mise au point du Système de comptabilité nationale des Nations Unies et d'autres systèmes statistiques, en préalable à l'organisation de programmes statistiques et d'analyses économiques,

Consciente de la nécessité urgente d'informations statistiques complètes et publiées en temps utile pour la planification économique à l'échelon national et sur le plan multinational,

1. Invite instamment les gouvernements africains à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'appliquer sans délai ces systèmes;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire en sorte que les pays reçoivent l'assistance technique nécessaire pour appliquer les systèmes statistiques recommandés sur le plan international et pour déterminer et combler les principales lacunes que présentent actuellement les statistiques;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'apporter toute l'assistance possible pour la formation à tous les niveaux de personnel de traitement des données;

4. Recommande que les gouvernements s'attachent d'urgence à accélérer la publication des informations statistiques;

5. Recommande en outre que les gouvernements entreprennent l'élaboration et la publication d'estimations provisoires des principaux agrégats des comptes nationaux à la fin de chaque année.

21. Est également reproduite ici la résolution adoptée sur la recherche et la planification économiques, qui traite de l'amélioration des études économiques :

220(X). Recherche et planification économiques

La Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité de veiller à ce que les pays africains atteignent les taux de croissance fixés pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ^{1/}

Notant que des études économiques à jour portant sur la région, les sous-régions et les pays sont indispensables pour permettre une revue constante de l'évolution économique, la détermination de points de croissance et la définition des facteurs qui freinent la croissance,

Reconnaissant la nécessité d'établir des plans de développement à moyen terme pour assurer une croissance régulière et permanente,

1. Recommande que les gouvernements des Etats membres doivent continuer à mettre en place un mécanisme efficace de planification;

2. Prie instamment tous les Etats membres d'améliorer leurs méthodes de présentation des données économiques et d'élaboration et de modification des plans de développement;

3. Recommande en outre que dans les pays qui n'élaborent pas d'études de ce type, un organisme gouvernemental soit chargé d'établir et de publier une étude économique annuelle;

4. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à apporter toute l'assistance possible dans les domaines de la planification et des études économiques, en particulier pour la formation de spécialistes de la planification économique, de l'analyse économique, etc.;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de continuer à améliorer la teneur de l'étude économique annuelle de la région et d'établir annuellement des données résumées pour les divers pays d'Afrique.

163ème séance, 13 février 1971

^{1/} Voir la résolution 2626(XXV) adoptée le 24 octobre 1970 par l'Assemblée générale.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR
LES ANNEES 1971-1973 ET PROJECTIONS JUSQU'A 1976

22. Le rapport verbal et l'examen dont les activités statistiques ont fait l'objet sont résumés dans l'extrait suivant :

Statistiques

Un représentant du secrétariat a précisé que l'objectif fondamental du programme statistique de la Commission restait toujours le développement et la coordination des services de statistique des pays africains. Au cours des dernières années, il s'est révélé en outre qu'un service de statistique centralisé était devenu nécessaire pour la région. Ces objectifs avaient déterminé les deux projets principaux compris dans le programme de travail.

Les activités relevant du développement et de la coordination des services de statistique étaient les suivantes : services statistiques consultatifs, réunions bisannuelles de la Conférence des statisticiens africains, formation à la statistique et application des méthodes statistiques normalisées, qui demandaient des études sur les méthodes et des réunions techniques.

Le deuxième point important du programme était la création d'un service statistique centralisé pour la région africaine, qui avait pour mission de procéder à des études statistiques et de recueillir et diffuser des renseignements. Les travaux récents et en cours comprenaient la participation à une étude mondiale sur une comparaison des pouvoirs d'achat, une étude méthodologique sur l'estimation de la valeur des produits agricoles et des études sur la composition des dépenses de consommation privée, sur la structure du secteur public et sur les activités ne relevant pas du secteur monétaire.

Le secrétariat poursuivait la publication du Bulletin statistique, du Bulletin trimestriel de statistique et de deux séries consacrées aux statistiques du commerce extérieur. Le premier numéro d'un nouvel annuaire de statistique pour l'Afrique venait en outre d'être achevé.

Pour la période 1971-1976, le programme de travail conservait la même structure. L'adoption par les pays du Système de comptabilité nationale des Nations Unies était considérée en priorité car ce système offrait une meilleure base pour l'organisation des programmes nationaux de statistique et aussi un cadre plus satisfaisant pour l'analyse économique.

Toutefois, pour que le programme soit véritablement efficace, il était indispensable que les pays apportent un concours actif dans un certain nombre de domaines pratiques, notamment qu'ils s'attachent à accélérer la rédaction et la diffusion de leurs publications statistiques régionales dont le contenu devait être plus complet et plus

détaillé. D'autre part, les statistiques disponibles au sujet des pays africains présentaient des lacunes en ce qui concernait en particulier la balance des paiements, la répartition du revenu, le produit des services publics et les activités du secteur rural.

Les participants ont appuyé la demande du secrétariat qui avait insisté sur une diffusion plus rapide des données statistiques dans la région et ils ont aussi estimé qu'il fallait s'efforcer de communiquer des estimations provisoires des principaux agrégats de comptabilité nationale aussi rapidement que possible après la fin de chaque année.

En réponse à une question sur les mesures prises par le secrétariat pour aider à résoudre le problème des distorsions introduites dans les comparaisons internationales d'agrégats des comptes nationaux par suite de l'utilisation d'une unité monétaire commune telle que le dollar des Etats-Unis, le secrétariat a fait savoir qu'il avait participé à l'étude comparée des pouvoirs d'achat organisée sur le plan international par le Siège de l'ONU. Ce projet avait été étendu à la région africaine qui était désormais traitée d'une façon plus détaillée et les questionnaires requis à cet effet seraient établis sous peu. On a signalé que le secrétariat apporterait tout le concours nécessaire pour résoudre les problèmes que posait, dans le cadre de ce projet, le rassemblement de statistiques sur les prix.

On a fait observer que les pays auraient besoin d'assistance pour appliquer le Système de comptabilité nationale révisé des Nations Unies. Le secrétariat a déclaré qu'il s'était déjà engagé activement dans cette tâche. Au cours des 12 derniers mois, 15 pays avaient reçu une assistance au titre des services consultatifs régionaux et des participants provenant d'une vingtaine de pays avaient assisté à un stage de formation intensive à l'application du nouveau système, que le secrétariat avait organisé en coopération avec l'Institut de statistique de Kampala. Un stage analogue aurait lieu à l'intention des pays francophones en 1971. L'assistance envisagée portait non seulement sur les méthodes nécessaires à l'application du système, mais aussi sur les dispositions qui, au cours de la période de transition, devaient assurer la continuité entre les séries d'estimations, anciennes et nouvelles.

On a appelé l'attention sur la nécessité d'adapter les agrégats de la comptabilité nationale utilisée dans la planification aux conditions propres à la région. La publication de base consacrée au nouveau système faisait déjà une grande place à cet aspect de la question particulièrement en ce qui concernait les problèmes posés par la dualité économique des pays et les opérations non monétaires.

En réponse à une autre question il a été indiqué que l'étude sur l'application du nouveau système de comptabilité nationale ne serait entreprise qu'en 1974 afin de permettre dans l'avenir immédiat la concentration des efforts sur les activités liées à la formation et à l'assistance technique. On a demandé au secrétariat de rédiger un manuel de comptabilité nationale pour l'Afrique et on a estimé que ce manuel pourrait être publié en coopération avec le Service de statistique de l'ONU.

On a pris note avec satisfaction de l'attention de plus en plus grande accordée désormais à la formation et au perfectionnement des statisticiens diplômés. Il a été d'autre part signalé que le programme de formation de niveau moyen qui était en cours depuis une dizaine d'années, se poursuivrait tant que la formation de personnel intermédiaire ferait l'objet d'une demande.

Un grand nombre de pays employant maintenant des ordinateurs, on a appelé l'attention sur la nécessité de former le personnel chargé du traitement de l'information. Il a été indiqué que la CEA était en mesure de fournir une assistance dans ce domaine et d'entreprendre par ailleurs l'exploitation des données à titre de service. Toutefois, l'ampleur de l'assistance que la CEA pouvait fournir était limitée par la nature du matériel dont disposait le secrétariat et par la pénurie de personnel.

Il a été indiqué que l'OCAM envisageait de créer au Gabon un centre de formation et de traitement par ordinateur pour lequel il lui faudrait une assistance financière et technique. Le secrétariat a déclaré qu'il serait heureux de contribuer à l'étude préliminaire du projet et qu'il participerait aussi au programme de formation après la création du centre.

23. La teneur du programme statistique approuvé par la Commission pour la période 1971-1976 est indiquée ci-dessous. Diverses considérations portant sur d'éventuels amendements à ce programme sont contenues dans le document intitulé "Rapport sur les activités statistiques de la CEA pendant la période 1969-1971, et futur programme de travail" (E/CN.14/CAS.7/11).

DIVISION DE LA STATISTIQUE

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

12A:1 Développement des services statistiques nationaux et multinationaux

Autorisation :

Mandat de la Commission et résolutions 18(II) et 59(IV).

But du projet :

Développement et coordination des services statistiques nationaux en fonction des besoins croissants liés à l'administration, à l'élaboration des politiques et à la planification dans le cadre du développement économique et social.

Catégorie A

Travaux :

a) Assistance aux gouvernements (1971-1976) :

Fournir sur demande, des services consultatifs dans le domaine des statistiques démographiques, des statistiques économiques, de l'organisation statistique de la comptabilité nationale, des enquêtes par sondage et du traitement des données.

d) Conférences, réunions ordinaires, cycles d'études et groupes d'experts (1971-1976) :

Etablir la documentation et fournir les services nécessaires pour les septième (1971), huitième (1973) et neuvième (1975) sessions de la Conférence des statisticiens africains.

Programmes apparentés :

Collaboration avec le Bureau de statistique du Siège de l'ONU et le BCT en vue de la définition de l'assistance technique nécessaire aux Etats membres en matière de statistique et pour la préparation des experts envoyés dans le pays.

12A :1(a) Formation statistique

Autorisation :

Mandat de la Commission et résolutions 18(II) et 146(VII).

But du projet :

Intensifier les programmes de formation de personnel, en particulier au niveau des études avancées et des études supérieures.

Catégorie A

Travaux :

a) Assistance aux gouvernements (1971-1976) :

Maintenir l'aide apportée aux centres nationaux et régionaux de formation aux niveaux intermédiaire et supérieur en participant à leurs programmes et en fournissant des services consultatifs pour la mise au point des programmes d'étude.

Programmes apparentés :

Les activités de formation statistique sont menées en collaboration avec le Bureau de statistique du Siège et le BCT, qui ont l'un et l'autre la responsabilité administrative des centres régionaux de statistique. On collabore avec l'Unesco, d'autres institutions spécialisées, la Division de la mise en valeur des ressources humaines du secrétariat et les gouvernements.

12A : 1(b) Application de méthodes statistiques normalisées

Autorisation :

Mandat de la Commission et rapports de la Conférence des statisticiens africains.

But du projet :

Normaliser les méthodes et rassembler et publier des données de façon rationnelle et systématique dans l'ensemble de la région.

Catégorie A

Travaux :

b) Etudes :

Elaboration d'études méthodologiques et de manuels (1971-1976) :

i) Etude sur l'application dans les pays africains du Système de comptabilité nationale révisé des Nations Unies (1974);

ii) Elaboration du Manuel de comptabilité nationale pour l'Afrique (1974).

iii) Manuel pour les enquêtes sur l'économie des ménages (1970-1971)

Statistiques démographiques et sociales :

iv) Etude sur les méthodes et problèmes des recensements et enquêtes démographiques, 1964-1970 (1971);

v) Etude sur le rassemblement de données concernant les caractéristiques économiques des recensements africains (1972-1973);

vi) Etude sur le dénombrement des populations nomades (1973-1974);

vii) Manuel sur les statistiques d'état civil et l'enregistrement des faits d'état civil (1973-1974);

viii) Etude sur les statistiques des migrations (1974-1975).

d) Conférence, réunions ordinaires, cycles d'études, groupe d'experts (1971-1976) :

Comptabilité nationale :

i) Groupe de travail sur les comptes de production, les balances matières et les analyses entrées-sorties en prix courants et en prix constants (1971);

ii) Stage de formation sur le Système de comptabilité nationale révisé, Rabat (1971);

iii) Groupe de travail sur les statistiques du secteur des ménages (1972);

iv) Cycle d'études sur les transactions extérieures (1972);

v) Cycle d'études sur le Système de comptabilité nationale révisé des Nations Unies (1973);

vi) Groupe de travail sur le revenu et les transactions financières des entreprises (1974);

vii) Groupe de travail sur les statistiques de la main-d'oeuvre et les statistiques démographiques et sociales (1974);

viii) Groupe de travail sur l'évaluation des stocks de capitaux fixes (1975);

ix) Deuxième Cycle d'études africain sur les statistiques des prix et des quantités (1976);

x) Cycle d'études sur le traitement du secteur des services dans la comptabilité nationale (1976);

Statistiques économiques générales :

xi) Cycle d'études sur les statistiques du commerce extérieur (1971);

xii) Cycle d'études sur la préparation du programme mondial de statistiques industrielles, Rabat (1972);

xiii) Cycle d'études sur la préparation du programme mondial de statistiques industrielles de 1973, Kampala (1972);

xiv) Groupe de travail sur les statistiques des transports (1973);

xv) Cycle d'études sur l'utilisation du matériel de traitement électronique des données en statistique (1974);

xvi) Groupe de travail sur l'amélioration des statistiques du commerce extérieur et de la distribution (1976);

Statistiques démographiques et sociales :

xvii) Deuxième Cycle d'études sur l'enregistrement des faits d'état civil et sur les statistiques de l'état civil (1972);

xviii) Groupe de travail sur l'évaluation du programme de recensement mondial de 1970 dans les pays africains (1974);

xix) Groupe de travail sur les besoins dans le domaine des statistiques sociales (1975).

Programmes apparentés :

Les travaux seront exécutés en collaboration étroite avec le Bureau de statistique du Siège; des institutions spécialisées, des divisions du secrétariat et des gouvernements non africains seront invités à participer selon les besoins.

12A : 2 Création d'un service statistique régional

Autorisation :

Mandat de la Commission et rapport de la Conférence des statisticiens africains.

But du projet : Créer un cadre régional d'information statistique, étayé par des études approfondies rendant compte de façon suffisamment complète de la situation économique et sociale de l'Afrique.

Catégorie A

Travaux :

b) Etudes :

Etudes statistiques (1971-1976) :

Comptabilité nationale :

i) Parité du pouvoir d'achat des monnaies africaines (1969-1975) - en association avec 18A : 4 (b);

ii) Structure des dépenses de consommation privée (1969-1973 et 1974-1976);

iii) Structure et importance des activités non monétaires (1969-1973);

iv) Structure du secteur privé (1969-1971 et 1976-1978);

v) Structure et évolution de la formation de capital entre 1960 et 1970 (1970-1972);

vi) Accroissement des budgets de capital entre 1960 et 1970 (1972-1974);

vii) Mouvements des prix par catégories d'activité économique pendant la période 1960 et 1970 en comparaison avec d'autres régions (1973-1976);

viii) Dette publique des pays africains (1974-1975);

ix) Niveaux de la fiscalité (1974-1975) - en association avec 18A : 1;

x) **Financement des investissements du secteur public (1975-1977);**

Statistiques économiques générales :

- xi) Evolution des termes de l'échange (1973-1976) - en association avec 3A : 2 et 3A : 3;
- xii) Bilans alimentaires (1974) - en association avec 16A : 2;
- xiii) Recensements industriels africains effectués à l'occasion du programme mondial de statistiques industrielles de 1973 (1974-1975);
- xiv) Balance des paiements des pays africains (1974) - en association avec 3A : 2 et 3A : 3;
- xv) Commerce de détail et distribution (1975);
- xvi) Analyse des enquêtes sur les budgets des ménages réalisées au cours des 15 dernières années (1975-1976);
- xvii) Statistiques du bâtiment (1976);

Statistiques démographiques et sociales :

- xviii) Evaluation de la précision des taux démographiques estimés pour les pays africains (1971);
- xix) Erreurs de sondage dans les données des recensements et des enquêtes sur la population africaine (1971-1972).

c) **Rassemblement et diffusion de renseignements (1971-1976) :**

Publications trimestrielles :

- i) Informations statistiques;
- ii) Bulletin trimestriel de statistiques pour l'Afrique;
- iii) Commerce extérieur, série A : Echanges par pays;

Publication semestrielle :

- iv) Commerce extérieur, série B : Echanges par produits et par pays;

Publication annuelle :

- v) Annuaire statistique pour l'Afrique;